PROVINCE DE QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES

CONSEIL DES COMMISSAIRES

Séance ordinaire du conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles tenue mardi, le 25 mai 2010 à 19 h 30 à l'Atrium du Centre des Nouvelles-Technologies, 75, rue Duquet, Sainte-Thérèse.

PRÉSENCES

Étaient présents : Mmes Josée Bastien, Johanne Beaulieu, Nadine Blais, Sandra East, Hélène Farsa, Paule Fortier, Estelle Labelle, Christine Labrie, Lise Landry, Lucie Ouellette, Guylaine Richer et Johanne Roy, MM. Michel Arcand, Pierre Bertrand, Denis Claude Blais, Normand Chalifoux, Jean Deschênes, Benoît Gagnon, Claude Girard, Gilbert Guérette, Louis Kemp, Daniel Legault, Jean Paquette, Michel Phaneuf et Stéphane Racine, ainsi que Mmes Karine Lefrançois et Elisa Rietzschel, commissaires-parents.

Aussi présents : MM. Jean-François Lachance, dir. gén., Jonathan Desjardins Mallette, secr. gén. et dir. serv. aff. corp. et comm., Mmes Marie-France Boyer, dir. gén. adj., Nathalie Joannette, dir. gén. adj. et M. Richard Chaurest, dir. gén. adj., Mmes Lyson Dompierre, dir. adj. serv. org. scol., Anik Gagnon, dir. adj. serv. aff. corp. et comm., Linda Laforest, coordonnatrice, dir. serv. ress. hum., Jocelyne Pigeon, coordonnatrice serv. form. gén. jeunes et MM. Denis Riopel, dir. serv. ress. mat., Daniel Trempe, dir. serv. ress. fin., Luc Désilets, coordonnateur serv. form. gén. jeunes et Jonathan Leggit, régisseur, dir. serv. org. scol.

OUVERTURE

Les commissaires présents forment quorum sous la présidence de Mme Paule Fortier, présidente.

Il est 19 h 30.

PROCÈS-VERBAL

Résolution n^o CC-100525-3269

Il est proposé par Mme Lise Landry

D'ADOPTER tel quel le procès-verbal de la séance du 27 avril 2010.

Adopté

QUESTIONS DU PUBLIC

Avant de donner la parole aux représentants des instances syndicales, Mme Paule Fortier, présidente, précise que les négociations sur les conditions de travail se déroulent au niveau national. Elle indique que le conseil des commissaires est sensible à la situation qui prévaut actuellement et qu'il souhaite une entente négociée à la satisfaction de tous.

M. Michel Paquette, vice-président du Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Îles (primaire) et enseignant à l'école au Cœur-du-Boisé, interpelle le conseil des commissaires relativement aux services professionnels rendus dans les classes à effectifs réduits ainsi qu'au nombre de classes à effectifs réduits prévu à ce jour, pour la prochaine année scolaire.

Mme Claudine Fournier, enseignante à l'école Arc-en-Ciel, interpelle le conseil des commissaires relativement aux négociations nationales par la lecture de textes relatant le vécu quotidien des enseignants.

Mme Danièle Guindon, enseignante à l'école de la Clairière, interpelle le conseil des commissaires relativement aux négociations nationales par la lecture de textes relatant le vécu quotidien des enseignants.

Il est 20 h.

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Résolution n° CC-100525-3270

Il est proposé par M. Benoît Gagnon

DE PROLONGER la période de questions du public de 30 minutes.

Adopté

M. Pierre Roy, enseignant en adaptation scolaire à l'école de la Seigneurie, interpelle le conseil des commissaires relativement aux négociations nationales en parlant de son vécu quotidien.

Mme Sylvie Lambert, enseignante à l'école Emmanuel-Chénard, interpelle le conseil des commissaires relativement aux négociations nationales par la lecture de textes relatant le vécu quotidien des enseignants.

M. Francis-Germain Jannard, enseignant en adaptation scolaire à l'école des Grands-Chemins, interpelle le conseil des commissaires relativement aux négociations nationales en parlant de son vécu quotidien.

M. Normand Chalifoux occupe son siège à 20 h 15.

Mme Nathalie Simard, enseignante, interpelle le conseil des commissaires relativement aux services d'orthophonie offerts en classes à effectifs réduits.

Mme Joanne Bertrand, présidente du Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Îles (primaire) et enseignante à l'école de l'Envolée, interpelle le conseil des commissaires relativement aux négociations nationales et au sondage sur la violence mené par la Fédération autonome de l'enseignement.

M. Martin Lauzon, président du Syndicat de l'enseignement secondaire des Basses-Laurentides, interpelle le conseil des commissaires relativement à la campagne de sensibilisation pour contrer la violence : *touche pas à mon prof!*

Il est 20 h 30.

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Résolution n° CC-100525-3271

Il est proposé par M. Denis Claude Blais

DE PROLONGER la période de questions du public de 30 minutes.

Adopté

Mme Suzanne Courville, parent d'un enfant fréquentant l'école Sainte-Scholastique, interpelle le conseil des commissaires relativement à la situation vécue à l'école cette année.

Mme Isabelle Séguin, parent d'un enfant fréquentant l'école Girouard et membre du conseil d'établissement de cette école, interpelle le conseil des commissaires relativement au changement de direction de l'école et à la classe multi-âges au premier cycle. Elle dépose un document écrit.

Mme Nathalie Plamondon, parent d'un enfant fréquentant l'école Le Tandem, interpelle le conseil des commissaires relativement aux services professionnels offerts dans les classes à effectifs réduits et plus particulièrement quant à la fermeture d'un groupe DGA de l'école Le Tandem. Une pétition est remise séance tenante.

M. Michel Mélançon, parent d'un élève fréquentant une école de la CSSMI et représentant un regroupement de parents interpelle le conseil des commissaires relativement aux services professionnels offerts dans les classes spécialisées.

Il est 21 h.

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Résolution n° CC-100525-3272

Il est proposé par Mme Johanne Beaulieu

DE PROLONGER la période de questions du public de 30 minutes.

Adopté

Mme France Bienvenue, technicienne en éducation spécialisée à l'école secondaire Lucille-Teasdale, interpelle le conseil des commissaires relativement au nouveau comité CSSMI concernant le harcèlement psychologique.

Mme Manon Chevigny de la Chevrotière, secrétaire du comité de parents, au nom du comité de parents, fait la lecture d'un texte présenté lors du Gala reconnaissance de l'action bénévole 2009-2010, du 12 mai 2010.

Mme Paule Fortier, présidente, remercie toutes les personnes qui se sont déplacées et adressées aux commissaires.

Il est 21 h 30.

SUSPENSION DES DÉLIBÉRATIONS

Résolution n° CC-100525-3273

Il est proposé par Mme Sandra East

DE SUSPENDRE les délibérations pour quelques minutes.

Adopté

Il est 21 h 30.

Mme Nadine Blais quitte son siège à 21 h 30.

REPRISE DES DÉLIBÉRATIONS

Résolution n° CC-100525-3274

Il est proposé par Mme Lise Landry

DE REPRENDRE les délibérations.

Adopté

Il est 22 h.

ORDRE DU JOUR

Résolution n° CC-100525-3275

M. Denis Claude Blais, commissaire, demande d'inscrire le sujet : « Motion de félicitations – Gala reconnaissance « Parent bénévole » 2009-2010 » au point 16.1 de l'ordre du jour.

M. Stéphane Racine, commissaire, demande d'inscrire le sujet : « Motion de félicitations – école Le Tandem » au point 16.2 de l'ordre du jour.

Mme Paule Fortier, présidente, demande d'inscrire le sujet : « Motion de félicitations – Chorale de la CSSMI » au point 16.3 de l'ordre du jour.

Il est proposé par Mme Lise Landry

D'ADOPTER le projet d'ordre du jour tel que modifié, lequel comprend les sujets suivants en plus des points statutaires :

- 2.2. Suivi;
5. Recommandations de la commission d'étude éducative :
 - 5.1. Politique EHDA (FGJ-03) – adoption;
 - 5.2. Calendriers scolaires 2010-2011 de la formation en milieu carcéral – adoption;
 - 5.3. Localisation des groupes de préscolaire 4 ans – adoption;
6. Recommandations de la commission d'étude administrative :
 - 6.1. Rapport du vérificateur général du Québec sur les commissions scolaires;
 - 6.2. Projet de loi n° 100 – *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette;*
7. Recommandations du comité consultatif de transport :
 - 7.1. Ajout de nouvelles zones à risque – écoles primaires et secondaires;
8. Travaux dans nos établissements :
 - 8.1. Travaux (Phase 3) à l'école Alpha – Adjudication de contrat;
 - 8.2. Fourniture, livraison et installation d'armoires vestiaires à la Polyvalente Deux-Montagnes – Adjudication de contrat;
9. Résolution d'appui au projet de construction d'un centre sportif à Bois-des-Filion;
10. Nomination du Directeur général de la CSSMI au conseil d'administration de la Société GRICS;
11. Plan d'action en lien avec la réussite scolaire, l'intimidation et le taxage – Mandat à la commission d'étude éducative;
12. Valorisation du rôle du conseil des commissaires et des commissaires – Mandat à la commission d'étude administrative;
13. Rapport du comité pour l'évaluation du directeur général; (*huis clos*)

- 14.1. Compte rendu de la commission d'étude éducative du 7 avril 2010;
- 14.2. Compte rendu de la commission d'étude administrative du 20 avril 2010;
- 14.3. Comptes rendus du comité de gouvernance et d'éthique du 1^{er} avril 2010 et du 27 avril 2010;
- 15.2.1. Rapport du comité de parents du 6 mai 2010;
- 16. Varia :
 - 16.1. Motion de félicitations – Gala reconnaissance « Parent bénévole » 2009-2010;
 - 16.2. Motion de félicitations – école Le Tandem;
 - 16.3. Motion de félicitations – Chorale de la CSSMI;

DE PERMETTRE à la présidente d'intervertir l'ordre des sujets, selon son bon jugement.

Adopté

POLITIQUE RELATIVE À L'ORGANISATION DES SERVICES ÉDUCATIFS AUX ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉS D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE (FGJ-03)

Résolution n° CC-100525-3276

ATTENDU l'article 235 de la *Loi sur l'instruction publique* qui stipule que la commission scolaire adopte une politique relative à l'organisation des services éducatifs pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage;

ATTENDU la nécessité de réviser la Politique relative à l'organisation des services éducatifs aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (FGJ-03) de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles afin de tenir compte des nouvelles dispositions et encadrements ministériels;

ATTENDU la consultation effectuée auprès du comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, du comité de parents et des conseils d'établissement (rés. n° CC-091208-3180);

ATTENDU la recommandation de la Direction générale et du comité consultatif de gestion;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude éducative;

Il est proposé par Mme Johanne Beaulieu

D'ADOPTER la Politique relative à l'organisation des services éducatifs aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (FGJ-03);

DE PRÉVOIR l'entrée en vigueur de la Politique relative à l'organisation des services éducatifs aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (FGJ-03) en date des présentes;

DE VERSER ledit document au répertoire des présentes sous la cote 566.

Adopté

CALENDRIERS SCOLAIRES 2010-2011 – MILIEU CARCÉRAL (RETOUR DE CONSULTATION)

Résolution n° CC-100525-3277

ATTENDU que l'article 252 de la *Loi sur l'instruction publique* stipule que la Commission scolaire établit le calendrier scolaire des services en milieu carcéral en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique;

ATTENDU que l'article 254 de cette même loi stipule que le calendrier scolaire est objet de consultation auprès des enseignants;

ATTENDU la recommandation du Comité consultatif au développement pédagogique et à l'organisation scolaire des secteurs de la formation professionnelle et de la formation générale adulte (CCDPOS);

ATTENDU la recommandation de la Direction du service de la formation générale adulte et professionnelle ainsi que la direction du centre dont relèvent ces activités;

ATTENDU la recommandation de la Commission d'étude éducative;

Il est proposé par M. Gilbert Guérette

D'ADOPTER les calendriers scolaires 2010-2011 en milieu carcéral;

DE VERSER lesdits documents au répertoire des présentes sous la cote 567.

Adopté

LOCALISATION DES GROUPES DE PRÉSCOLAIRE 4 ANS – ADOPTION

Résolution n° CC-100525-3278

ATTENDU la demande d'avis faite auprès des conseils d'établissement concernés, du Comité de parents et du Syndicat des enseignants du primaire sur la localisation du préscolaire 4 ans dans le secteur ouest en 2010-2011;

ATTENDU les avis reçus dans le cadre de cette demande d'avis;

ATTENDU la résolution CC-091208-3171 du 8 décembre dernier prévoyant l'utilisation du pavillon des Primevères pour y accueillir les débordements de clientèle prévus de l'école Horizon-du-Lac ET les élèves du préscolaire 4 ans;

ATTENDU le changement de l'aire de desserte de l'école Horizon-du-Lac vers les écoles des Mésanges (HDL1) et Emmanuel-Chénard (HDL2);

ATTENDU la fratrie qui était accordée à la nouvelle école d'accueil;

ATTENDU qu'à la suite de l'opération de la formation des groupes, il y ait un total de 21 groupes prévus en 2010-2011 à l'école Horizon-du-Lac;

ATTENDU le fait que l'école Horizon-du-Lac pourrait, temporairement, dépasser sa capacité d'accueil d'un local pour y accueillir les inscriptions tardives;

ATTENDU que les tendances de la clientèle pour les prochaines années prévoient que les élèves du préscolaire de Sainte-Marthe-sur-le-Lac subiront une augmentation de plus de 100 % et que l'utilisation du pavillon des Primevères sera nécessaire au plus tard à partir de 2011-2012;

Il est proposé par M. Claude Girard

DE REPORTER à 2011-2012 l'utilisation du pavillon des Primevères pour y accueillir le débordement de la clientèle de l'école Horizon-du-Lac;

DE REPORTER à 2011-2012 l'utilisation du pavillon des Primevères pour y accueillir les élèves du préscolaire 4 ans et DE MAINTENIR, pour une dernière année, le préscolaire 4 ans à l'école des Pins.

Adopté

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC SUR LES COMMISSIONS SCOLAIRES

Résolution n° CC-100525-3279

ATTENDU le Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2010-2011, tome I – Chapitre 2 : Frais d'administration des commissions scolaires;

ATTENDU les déclarations publiques faites par le vérificateur général du Québec lors de la sortie de son rapport;

ATTENDU que le vérificateur général du Québec affirme, par ses déclarations, que les commissions scolaires ne font pas d'analyse comparative des coûts de gestion entre elles;

ATTENDU qu'il est faux d'affirmer que de telles analyses n'existent pas;

ATTENDU la mission de la commission scolaire d'organiser, au bénéfice des personnes relevant de sa compétence, les services éducatifs prévus par la *Loi sur l'instruction publique* et par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement;

ATTENDU que la commission scolaire a également pour mission de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire, de veiller à la qualité des services éducatifs et à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de contribuer, dans la mesure prévue par la *Loi sur l'instruction publique*, au développement social, culturel et économique de sa région;

ATTENDU que la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (CSSMI) effectue des analyses comparatives de ses coûts de gestion avec les autres commissions scolaires, et ce, depuis de nombreuses années;

ATTENDU que la CSSMI a mis sur pied un service de vérification interne visant à maintenir l'efficacité et l'efficacite depuis de nombreuses années;

ATTENDU que le taux de coût de gestion des commissions scolaires est en moyenne de 5,5 %, et qu'il est l'ordre de 4,2 % à la CSSMI;

ATTENDU que ce taux peut être comparé avantageusement à celui de n'importe quel autre organisme privé ou public;

ATTENDU que la CSSMI informe annuellement la population, selon les analyses comparatives, que son taux de coût de gestion est parmi les plus bas au Québec;

ATTENDU que ce taux de coût de gestion représentait 12,2 % dans les municipalités du Québec en 2007;

ATTENDU les obligations administratives sans cesse croissantes auxquelles font face toutes les commissions scolaires depuis plusieurs années, notamment :

- Le nouveau régime pédagogique;
- Le soutien aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA);
- Les redditions de comptes multiples;

- La vérification des antécédents judiciaires;
- La convention de partenariat;
- Les conventions de gestion et de réussite éducative;
- L'accroissement substantiel du nombre et de la fréquentation des services de garde;
- La gestion des travaux d'infrastructures;

ATTENDU que le nombre de commissions scolaires est passé de 1 927 en 1948, à 284 en 1972-1973, à 156 en 1996-1997 et, finalement, à 72, dont 60 francophones, depuis 1998;

ATTENDU qu'il existe toujours 1 300 municipalités sur le territoire du Québec;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par M. Michel Arcand

DE DENONCER le Rapport du vérificateur général sur les frais d'administration des commissions scolaires et les déclarations du vérificateur général du Québec, dans un contexte où le taux des coûts de gestion de la CSSMI est avantageusement comparable à n'importe quel autre organisme privé ou public;

DE DEMANDER à la Direction générale de communiquer cette position de la CSSMI à la population;

D'ENVOYER une copie de la présente résolution à toutes les autres commissions scolaires, à la Fédération des commissions scolaires du Québec, au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, ainsi qu'à tous les députés provinciaux du territoire de la CSSMI.

Adopté

PROJET DE LOI N^o 100 – LOI METTANT EN ŒUVRE CERTAINES DISPOSITIONS DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 30 MARS 2010 ET VISANT LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2013-2014 ET LA RÉDUCTION DE LA DETTE

Résolution n^o CC-100525-3280

ATTENDU le dépôt du Projet de loi n^o 100 – *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette* par le gouvernement du Québec le 12 mai dernier;

ATTENDU que les commissions scolaires sont des gouvernements locaux et autonomes, et qu'elles sont régies par un conseil des commissaires qui a pour fonction, notamment, d'adopter ses prévisions budgétaires fondées sur l'élaboration des besoins précis de la population qu'elle dessert;

ATTENDU que les commissions scolaires sont administrées par des commissaires élus au suffrage universel, ce qui leur donne pleine légitimité pour exercer leur discrétion dans l'exercice de la gestion budgétaire;

ATTENDU que les réductions de dépenses demandées en vertu du Projet de loi n^o 100 à l'égard de la formation, de la publicité et des frais de déplacement concernent notamment des montants consacrés à la formation et aux déplacements de nos enseignants, professionnels et autres personnels en service aux établissements;

ATTENDU que les coupures exigées concernent également des investissements en publicité visant à valoriser l'école publique, minimiser le transfert d'élèves vers l'école privée et faire la promotion de la formation professionnelle et des autres services éducatifs de notre réseau public d'éducation;

ATTENDU les obligations prévues à la *Loi sur l'instruction publique*, notamment de rendre compte à la population et de tenir des séances publiques d'information;

ATTENDU les contraintes budgétaires du gouvernement du Québec et la nécessité de retrouver l'équilibre budgétaire du Québec;

ATTENDU qu'il est impératif que la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (CSSMI) conserve son autonomie à l'égard des moyens à prendre pour maintenir son propre équilibre budgétaire;

ATTENDU que le taux de coût de gestion des commissions scolaires est en moyenne de 5,5 %;

ATTENDU que ce taux peut être comparé avantageusement à celui de n'importe quel autre organisme privé ou public;

ATTENDU les nombreuses redditions de compte budgétaires auxquelles la CSSMI doit se soumettre tant envers sa population qu'envers le gouvernement du Québec;

Il est proposé par M. Claude Girard

DE DENONCER le contenu du Projet de loi n° 100 - *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette*;

DE RÉAFFIRMER l'autonomie des commissions scolaires relativement à leur gestion des ressources financières;

DE DEMANDER au gouvernement du Québec d'établir le niveau global de subvention aux commissions scolaires sans toutefois dicter les modalités de réduction des dépenses, lesquelles relèvent uniquement des commissions scolaires qui doivent rendre compte annuellement à la population de leur gestion financière;

D'ENVOYER une copie de la présente résolution à toutes les autres commissions scolaires, à la Fédération des commissions scolaires du Québec, au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, ainsi qu'au ministère des Finances du Québec et à tous les députés provinciaux.

Adopté

AJOUT DE NOUVELLES ZONES À RISQUE – ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

Ce point est reporté.

Il est 23 h.

PROLONGATION DE LA SÉANCE Résolution n° CC-100525-3281

Il est proposé par M. Jean Paquette

DE POURSUIVRE la séance après 23 h.

Adopté

TRAVAUX DE VÉTUSTÉ, SÉCURITÉ ET RÉAMÉNAGEMENT (PHASE 3) À L'ÉCOLE ALPHA – ADJUDICATION DE CONTRAT

Résolution n° CC-100525-3282

ATTENDU l'appel d'offres public n° 190AO-815 pour le choix de l'entrepreneur général concernant les travaux de vétusté, sécurité et réaménagement (Phase 3) à l'école Alpha;

ATTENDU le résultat de l'appel d'offres public;

ATTENDU la recommandation de Bouré Therrien Architectes;

Il est proposé par Mme Guylaine Richer

D'ADJUGER le contrat d'exécution des travaux de vétusté, sécurité et réaménagement (Phase 3) à l'école Alpha, à l'entrepreneur général Construction de la Croisette inc. pour la somme de 1 095 458 \$, toutes taxes exclues, à titre de plus bas soumissionnaire conforme;

D'AUTORISER le directeur du Service des ressources matérielles à signer un bon de commande initiant le processus;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes.

Adopté

FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION D'ARMOIRES VESTIAIRES À LA POLYVALENTE DEUX-MONTAGNES – ADJUDICATION DE CONTRAT

Résolution n° CC-100525-3283

ATTENDU l'appel d'offres public n° CARLLL-2010-2011/08B réalisé par le « Comité d'Achats Regroupés Laval-Laurentides-Lanaudière » (CARLLL) concernant l'approvisionnement en armoires-vestiaires pour l'année 2010-2011;

ATTENDU que l'appel d'offres public n° CARLLL-2010-2011/08B, mené par la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles, respecte et rencontre les exigences de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et les dispositions de la Politique d'approvisionnement de biens et de services de la CSSMI (RM-01);

ATTENDU le résultat de l'appel d'offres public n° CARLLL-2010-2011/08B désignant la firme « PERFIX Inc. » comme plus bas soumissionnaire conforme;

Il est proposé par Mme Christine Labrie

D'ADJUGER au plus bas soumissionnaire conforme de l'appel d'offres n° CARLLL2010-2011/08B, en l'occurrence la firme « PERFIX Inc. », la fourniture, livraison et installation de 1706 armoires-vestiaires pour un montant total de 312 452,67 \$, incluant toutes taxes;

D'AUTORISER le directeur du Service des ressources matérielles à signer un bon de commande initiant le processus;

D'AUTORISER la présidente et le directeur général à signer tout document devant donner effet aux présentes.

Adopté

RÉSOLUTION D'APPUI AU PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE SPORTIF À BOIS-DES-FILION

Résolution n° CC-100525-3284

ATTENDU la collaboration entre la Ville de Bois-des-Filion et la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles, tel qu'en témoigne le protocole d'entente sur l'échange de services et l'utilisation des équipements communautaires conclu entre les deux organismes;

ATTENDU que la Ville de Bois-des-Filion, par sa résolution n° 2009-02-057, souhaite remplacer son centre des loisirs existant par un nouvel édifice adapté aux besoins actuels et futurs de sa population;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord utilise quotidiennement l'actuel centre des loisirs de la Ville de Bois-des-Filion pour les activités de basketball, badminton et volleyball des élèves;

ATTENDU que l'école Le Rucher utilise quotidiennement, durant la saison hivernale, l'actuel centre des loisirs de la Ville de Bois-des-Filion pour les activités du service de garde et du service de surveillance des dineurs;

ATTENDU que le bâtiment projeté serait muni de plusieurs salles, dont une salle multifonctionnelle pouvant servir à l'entraînement sportif et aux différents loisirs;

ATTENDU que le bâtiment projeté rencontrerait en outre les normes des Fédérations provinciales de badminton, basketball et volleyball;

ATTENDU que ce nouvel équipement communautaire permettra également de bonifier l'offre d'activités sportives de la Ville de Bois-des-Filion, et ainsi stimuler les échanges avec les établissements d'enseignement de la Commission scolaire;

ATTENDU que la construction d'un tel bâtiment à Bois-des-Filion représente une opportunité intéressante de bonification des programmes d'éducation physique dispensés dans les écoles filionaises de la Commission scolaire.

Il est proposé par M. Gilbert Guérette

QUE la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles appuie le projet de la Ville de Bois-des-Filion de construction d'un centre sportif, et toute démarche effectuée par ladite Ville auprès des instances gouvernementales dans le but d'obtenir toute aide financière pour la réalisation de ce projet.

Adopté

NOMINATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CSSMI À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ GRICS

Résolution n° CC-100525-3285

ATTENDU que la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles est membre de la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (Société GRICS) et que le contrat de participation stipule que la commission scolaire doit nommer un délégué officiel pour la représenter et agir en son nom;

Il est proposé par Mme Guylaine Richer

QUE M. Jean-François Lachance, en sa qualité de directeur général, soit et est par la présente nommé à titre de délégué officiel de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles à toute assemblée générale régulière ou spéciale de la Société GRICS, et y exerce tous les pouvoirs inhérents;

QU'EN cas d'incapacité d'agir du délégué officiel, Mme Marie-France Boyer, directrice générale adjointe, soit et est par la présente nommée déléguée officielle substitut à toute assemblée générale régulière ou spéciale de la Société GRICS avec le même mandat;

QUE la présente résolution annule et remplace toute autre résolution ayant pour objet la nomination d'un délégué officiel à l'assemblée générale de la Société GRICS.

Adopté

PLAN D'ACTION EN LIEN AVEC LA RÉUSSITE SCOLAIRE, L'INTIMIDATION ET LE TAXAGE –MANDAT À LA COMMISSION D'ÉTUDE ÉDUCATIVE

Résolution n° CC-100525-3286

Il est proposé par M. Pierre Bertrand

DE MANDATER la commission d'étude éducative pour analyser et évaluer la possibilité d'établir un plan d'action visant à mettre de l'avant des solutions en lien avec la réussite scolaire, l'intimidation et le taxage;

DE MANDATER la Direction générale pour assister la commission d'étude éducative en lien avec le mandat donné précédemment.

Adopté

VALORISATION DU RÔLE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES ET DES COMMISSAIRES – MANDAT À LA COMMISSION D'ÉTUDE ADMINISTRATIVE

Résolution n° CC-100525-3287

Il est proposé par Mme Karine Lefrançois

DE MANDATER la commission d'étude administrative pour analyser et évaluer la possibilité d'établir un plan de communication visant à valoriser le rôle du conseil des commissaires et des commissaires, ainsi que la possibilité de s'adjoindre une personne ressource agissant comme conseiller auprès du conseil;

DE MANDATER la Direction générale pour assister la commission d'étude administrative en lien avec le mandat donné précédemment.

Adopté

MOTION DE FÉLICITATIONS – GALA RECONNAISSANCE « PARENT BÉNÉVOLE » 2009-2010

Résolution n° CC-100525-3288

ATTENDU la tenue du Gala reconnaissance « Parent bénévole » 2009-2010 qui s'est tenu le 12 mai dernier à l'école secondaire Henri-Dunant, lequel a pour but de rendre hommage aux nombreux parents dévoués et engagés au sein de l'école de leur enfant;

ATTENDU que 65 parents bénévoles représentant chacun une école de la CSSMI ont été honorés pour l'excellent travail qu'ils ont exercé tout au long de l'année scolaire;

Il est proposé par M. Denis Claude Blais

D'ADRESSER des félicitations et des remerciements au comité de parents pour le Gala reconnaissance « Parent bénévole » 2009-2010;

DE FÉLICITER les membres du comité organisateur, la présidente du comité de parents, Mme Sylvie Robberts, ainsi que la Direction générale pour le succès de cette activité qui représente une belle reconnaissance envers nos parents bénévoles.

Adopté

MOTION DE FÉLICITATIONS – ÉCOLE LE TANDEM

Résolution n° CC-100525-3289

ATTENDU la tenue de la 13^e édition de la fête de la Théâtromanie à l'école Le Tandem,

ATTENDU la réalisation d'un Lip dub par tous les élèves de l'école Le Tandem,

Il est proposé par M. Stéphane Racine

D'ADRESSER des félicitations à la direction de l'école Le Tandem, au personnel enseignant, ainsi qu'à tous les élèves qui ont présenté leur pièce devant les étudiants de l'école pendant la journée et devant les parents en soirée. Cet événement s'inscrit dans les objectifs de la CSSMI de promouvoir la persévérance et la réussite scolaire de nos élèves;

D'ADRESSER des félicitations à M. Benoît Corriveau, enseignant à l'école Le Tandem, pour son implication dans le projet de réalisation d'un Lip dub nécessitant la participation de tous les élèves.

Adopté

MOTION DE FÉLICITATIONS – CHORALE DE LA CSSMI

Résolution n° CC-100525-3290

ATTENDU le spectacle de la Chorale de la CSSMI, composée d'une trentaine de membres du personnel de la Commission scolaire, sous la direction du chef de chorale, M. François Lecavalier, directeur de l'école Saint-Pierre, donnée le 20 mai dernier à l'école Saint-Pierre;

Il est proposé par Mme Paule Fortier

D'ADRESSER des félicitations au chef de chorale, M. François Lecavalier, à la directrice musicale, Mme Marie-Annik Dion, ainsi qu'à tous les membres du personnel de la Commission scolaire membres de la Chorale CSSMI, pour la magnifique prestation qu'ils ont offerte à plus de 200 spectateurs.

Adopté

HUIS CLOS

Résolution n° CC-100525-3291

Il est proposé par Mme Johanne Beaulieu

DE SIÉGER temporairement à huis clos.

Adopté

Il est 23 h 30.

M. Michel Arcand quitte son siège à 23 h 30.

SÉANCE PUBLIQUE

Résolution n° CC-100525-3292

Il est proposé par M. Benoît Gagnon

DE SIÉGER en séance publique.

Adopté

Il est 0 h 20.

RAPPORT DU COMITÉ POUR L'ÉVALUATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Résolution n° CC-100525-3293

ATTENDU le système d'appréciation du rendement du directeur général tel qu'approuvé par le conseil des commissaires (résolution n° CC-000308-612);

ATTENDU les dispositions du règlement sur les conditions d'emploi des gestionnaires des commissions scolaires relativement au boni forfaitaire des hors cadres;

ATTENDU le rapport soumis par le comité d'évaluation du rendement du directeur général (résolution n° CC-071113-2768);

Il est proposé par Mme Guylaine Richer

QUE la Commission scolaire entérine le versement du boni forfaitaire tel que déterminé dans l'évaluation du hors cadre conservée dans le dossier personnel de cette personne.

Adopté

LEVÉE DE LA SÉANCE

Résolution n° CC-100525-3294

Il est proposé par Mme Estelle Labelle

DE LEVER la séance.

Adopté

Il est 0 h 25.

Paule Fortier, présidente

Jonathan Desjardins Mallette, secrétaire général